

Cours de première HGGSP. Thématique 2. Analyser les dynamiques des puissances internationales. Axe 2. Formes indirectes de la puissance.

Les références aux documents : Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, 1^{re} Spécialité, Hachette Éducation, 20219

Frédéric Richard.

Depuis les années 1990, la géopolitique distingue le « Hard Power » et le « Soft Power ». Ces deux éléments mettent en évidence la puissance globale d'un État dans le cadre de la mondialisation.

Nous rappelons que le « Hard Power » concerne les éléments coercitifs (qui obligent par la force), l'élément déterminant est la puissance militaire. Le « Soft Power » désigne les éléments de puissance non coercitifs. Ils sont liés non à la force mais à l'attractivité d'un pays et à son influence. Ce sont les formes indirectes de la puissance.

On peut citer par exemple la réalité linguistique. L'utilisation et la diffusion d'une langue à l'échelle de la planète sont des éléments de puissance d'un État et le reflet des équilibres géopolitiques, donc de puissance, dans le monde.

Dans le cadre de la globalisation économique, d'autres facteurs de puissance indirecte peuvent être pris en considération. Il s'agit par exemple des entreprises de nouvelles technologies. Il s'agit notamment des GAFAM des EU. Ces entreprises sont privées et ne dépendent pas de l'État étasunien, mais elles sont des acteurs fondamentaux de la diffusion et de l'influence de la culture et du modèle des EU. Elles sont plus puissantes que certains états. Peut-on parler d'une impuissance des États et des organisations internationales (ONU) face à ces géants du numérique ? La même question peut se poser pour les géants chinois BATX. Leurs liens avec le gouvernement chinois sont plus étroits que celui des GAFAM avec le gouvernement des EU. L'influence des BATX se fait surtout sentir en Asie Orientale.

Enfin, un État comme la Chine cherche à renforcer sa puissance à travers le contrôle des voies de communication. C'est la thématique des « nouvelles routes de la soie »

On va alors se demander comment les différents exemples que sont les langues, les géants du numérique et la maîtrise des voies de communication permettent d'illustrer une facette de la puissance, la forme indirecte, sur le plan géopolitique.

I) L'enjeu de la langue : anglais et français dans les relations internationales, francophonie, instituts Confucius...La langue une forme indirecte de la puissance.

A) Les politiques linguistiques des États.

Une langue est un facteur de puissance. Il faut considérer le nombre des personnes qui la parlent (les locuteurs) mais surtout sa diffusion. Elle est un élément du « soft power » qui permet à un État d'accentuer son influence. Il faut que l'État manifeste sa volonté de faire de la langue un instrument de puissance en utilisant certains outils.

Dans le monde, on parle plus de 6000 langues, mais elles ne sont pas toutes des instruments de puissance. 1/3 d'entre elles sont parlées par moins de 1000 personnes. (Voir document 1 page 134) les 6 langues dominantes sont parlées par la moitié de l'humanité.

Les pays qui utilisent leur langue comme instrument de puissance ont des organisations qui leur permettent de mener à bien cette politique de puissance.

L'organisation la plus ancienne est **l'Alliance Française**, elle fut fondée en 1883. Elle est présente dans 132 pays et compte 800 centres dans le monde. Elle doit promouvoir la langue et la culture françaises (Voir document 3 Page 137)

L'Alliance Française fait partie d'une réalité beaucoup plus vaste celle de la francophonie. Avec un f minuscule, il s'agit de l'ensemble des personnes qui parlent français dans le monde. Avec un F majuscule, on fait référence à une institution, **l'Organisation Internationale de la Francophonie** (L'OIF). (Voir carte 1 page 136). L'OIF a été créée en 1970. Elle regroupe aujourd'hui 88 pays. On y trouve des pays où l'on parle français comme langue maternelle, des pays où le français est la langue officielle (32 dans le monde), mais aussi des pays qui souhaitent promouvoir le français, sans que le français soit une langue officielle et maternelle, mais aussi qui mettent en avant la paix, la démocratie, les droits de l'homme et l'éducation. Il y a un sommet de la Francophonie tous les deux ans. **L'Alliance Française et l'Organisation Internationale de la francophonie** sont des instruments linguistiques de « Soft Power » essentiels pour la France. On pourrait y ajouter le réseau des lycées français à l'étranger géré par l'AEFE (L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger) et le réseau d'établissements géré par la MLF (La Mission laïque française).

Le nombre de locuteurs en français ne cesse d'augmenter. Il est d'à peu près 275-280 millions de personnes aujourd'hui dans le monde et devrait atteindre 750 millions vers 2050, 80% se trouveront en Afrique. On retrouve l'évolution de l'anglais, l'espagnol et le portugais, la majorité des locuteurs se trouvent aujourd'hui dans d'anciennes colonies. Les anciennes colonies utilisant cet élément de « soft power » à leur tour et sont souvent plus importantes et puissantes que leur ancienne métropole. . Ex, le portugais pour le Brésil, l'anglais pour les EU, l'espagnol pour certains pays hispano-américain et le français en Afrique.

D'autres pays ont des instituts linguistique, ex le British Council créé par le RU en 1932, l'Institut Cervantes créé par l'Espagne en 1991...Plus récemment, en 2004, la Chine a créé l'Institut Confucius, il y a 525 instituts dans 142 pays. On compterait entre 1,5 et 2 millions d'inscrits. Cela s'inscrit dans le projet plus général des « nouvelles routes de la soie »,

l'influence doit être aussi culturelle. Pour la Chine, on parle de « sharp power » (Voir définition vocabulaire page 135), (Voir aussi en détail le dossier et les 3 documents de la page 135).

De nombreux pays possèdent des chaînes de radios et télévisions internationales qui renforcent leur influence linguistique et culturelle. Ex la BBC pour le RU, CNN pour les EU, TV GLOBO pour le Brésil, France 24 pour la France...Il y a parfois des diffusions dans plusieurs langues, ex France 24 diffuse en français, en anglais, en espagnol et en arabe. La volonté d'influence culturelle est évidente.

L'influence linguistique et culturelle passe aussi par le cinéma, la mode, la cuisine, ... (Voir page 132)

B) La rivalité des langues dans les relations internationales.

Certaines langues sont dominantes et sont en concurrence dans le monde. Il faut souligner la position dominante de l'anglais. On utilise notamment le « Global English », un anglais simplifié compréhensible dans tous les pays au-delà des variantes locales.

On parle de « Lingua Franca », c'est-à-dire une langue de communication pour des groupes qui parlent des langues différentes.

L'anglais est dominant dans le monde économique, la recherche...Il est incontournable dans les organisations internationales. L'exemple de l'UE est révélateur : l'UE reconnaît 24 langues officielles. Cependant, il n'existe que trois langues de travail, utilisées lors des discussions, dans le cadre des publications. L'allemand, l'anglais et le français. Or, plus 80% des documents publiés par l'UE sont en anglais, plus de 5% en français et 2% en allemand. Le paradoxe est qu'à la suite du Brexit le RU a quitté l'UE.

Le français maintient toutefois ses positions. Il reste la 3^{ème} langue des affaires (negocios), derrière l'anglais et le chinois mandarin. De plus, il est l'une des langues officielles de nombreuses institutions : UE, ONU, CIO (Comité Olympique international)...Elle est la 4^{ème} langue utilisée sur internet.

Des spécialistes posent la question suivante : est-on dans un contexte de guerre des langues ? La conquête des territoires aurait été remplacée par la conquête des opinions publiques par l'influence linguistique et culturelle. Le rôle de l'anglais serait alors déterminant.

De nombreux pays, dans un monde de plus en plus multipolaire, insistent toutefois de plus en plus sur le multilinguisme. On a longtemps cru à une domination croissante et exclusive de l'anglais. En fait, on observe aujourd'hui que la pratique des langues se diversifie.

Au début du Web, l'anglais représentait 80% des recherches en ligne, aujourd'hui il représente 25%. On parle d'une babélisation de l'internet (référence à la Tour de Babel dans la Bible), une multiplication de l'usage des langues.

En mars 2018, le président Macron définit une nouvelle francophonie qui repose sur un investissement massif de l'enseignement du français en Afrique et une défense du multilinguisme.

Le multilinguisme dans le contexte d'un recul de l'anglais est l'hypothèse de plus en plus retenue.

II) Les nouvelles technologies : puissance des géants du numérique, impuissance des États ?

Les sciences et la technologie, et le savoir en général, sont des facteurs de puissance. Les Prix Nobels, le prestige des universités ...sont des indicateurs essentiels. Traditionnellement les EU, l'Europe et le Japon avaient une avance considérable. Cependant, aujourd'hui de nouveaux acteurs entrent dans la compétition. Si, on considère la course à l'espace, il faut prendre en compte la Chine, l'Inde, la Russie et même les Émirats Arabes Unis. Le numérique est un élément essentiel. Si on considère les grandes firmes du numérique, les EU et la Chine sont les acteurs essentiels.

A) La puissance économique des grands groupes du numérique.

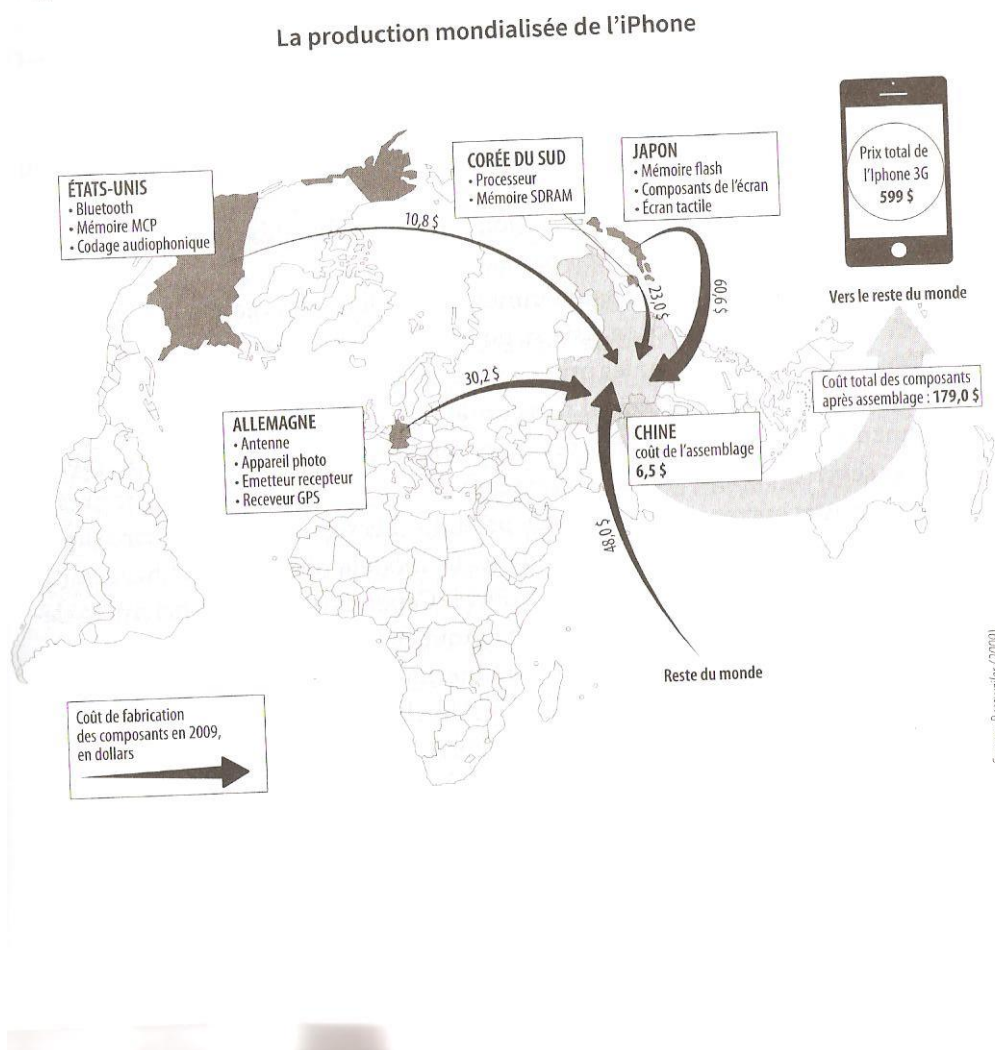
(Voir document 1 page 138) L'acronyme GAFAM exprime les initiales des géants occidentaux du numérique : Google, Amazon, Facebook, Apple. On parle parfois de GAFAM en ajoutant Microsoft à la liste. Il s'agit de firmes transnationales (FTN) dont les activités reposent sur certaines activités du numérique : 1) activités liées au fonctionnement de l'internet comme Google créé en 1998, Facebook réseau social créé en 2004 par Mark Zuckerberg, 2) soit aux outils du numérique comme Apple créé en 1977, 3) soit aux activités d'e-commerce comme Amazon créé par Jeff Bezos en 1994.

En 2018, Apple fut la première entreprise de l'histoire à dépasser la valeur boursière (on utilise l'expression de capitalisation boursière) de 1000 milliards de dollars (un milliard = mille millions) de dollars. Celle de Microsoft tourne autour de 840 milliards, soit le PIB des Pays Bas et de la Turquie. Le PIB de la Bolivie est de 37 milliards. L'ensemble des 5 GAFAM réunis a un PIB équivalent à celui de la France (plus de 2700 milliards de dollars). **(On peut parler de puissance oligopolistique (quand un petit nombre d'acteurs contrôle un secteur, quand il y en a un seul on parle de monopole)** .Le Congrès des EU est de plus inquiet de ces positions dominantes qui faussent la concurrence et sont illégales **(voir lois antitrust aux EU)**.

Le succès et la puissance de ces géants du numérique des EU s'expliquent tout d'abord par leur stratégie. Ce sont des **FTN (firmes transnationales)** présentes dans le monde entier. Elles pratiquent la **DIT (division internationale du travail)**, elles implantent leurs activités dans le territoire qui est le plus avantageux pour ces dernières **(on appelle cela en économie les avantages comparatifs)**. Les avantages comparatifs sont selon les territoires le faible coût de la

main d'œuvre, les avantages fiscaux, une main d'œuvre formée, la qualité des infrastructures de communication et de transport...

Si on considère par exemple, la fabrication des iPhones par Apple. Cette opération se réalise dans de nombreux pays du monde. Le montage se réalise par exemple en Chine du fait du faible coût de la main d'œuvre (**voir carte suivante**)



Les GAFAM ont un modèle économique très original. Les services sont souvent offerts gratuitement à des utilisateurs, notamment sur des réseaux sociaux. La richesse de l'entreprise c'est le système des *Big data* (les métadonnées). Les données des utilisateurs formant ces métadonnées sont collectées puis rassemblées dans des *datacenter*. Ces données permettent de cibler le profil de l'utilisateur et de lui proposer des services. Plus le nombre d'utilisateurs est important, plus l'entreprise est puissante et a de la valeur. En fait, c'est l'utilisateur le produit, la marchandise.

Ainsi, avec deux milliards d'utilisateurs, Facebook est le premier réseau social mondial. Google est le premier moteur de recherches au monde (il canalise 80% des recherches mondiales). Google a racheté youtube qui compte un milliard d'utilisateurs.

Pour maintenir leur position dominante, les GAFAM achètent systématiquement les start-ups les plus innovantes, lesquelles pourraient devenir des concurrentes.

Les GAFAM ont opéré une diversification de leurs activités :

- Apple se consacre à la finance avec l'application Apple Pay
- Amazon se consacre à la distribution alimentaire avec le rachat de la chaîne de magasins *Whole Food*
- Certaines se consolident dans les médias et dans la communication : Google a acheté Youtube et Facebook a acheté Instagram et WhatsApp.

Notons que la récente acquisition de Twitter par Elon Musk, propriétaire de multiples entreprises, notamment Tesla et Space X, a déclenché un imbroglio juridique et de gouvernance qui met probablement en évidence les limites de la concentration des pouvoirs dans le domaine des nouvelles technologies.

Des géants du numérique s'affirment aussi en Asie. On utilise l'acronyme BATX pour les désigner. Cesont les entreprises Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi.

Baidu est le principal moteur de recherches en Chine, Alibaba est l'équivalent d'Amazon pour le commerce en ligne, Tencent est spécialisée dans les services en ligne comme les réseaux sociaux et Xiaomi est une entreprise chinoise de produits électroniques et informatiques (la téléphonie mobile par exemple).

Mêmes principes de fonctionnement que les GAFAM. L'utilisateur et ses données forment la richesse essentielle.

Les BATX s'appuient sur une explosion du marché numérique dans un pays où l'on compte près de 800 millions d'utilisateurs. Le site Alibaba compte 400 millions d'usagers réguliers.

De plus l'État chinois protège les BATX de la concurrence, le marché chinois n'est en effet pas accessible aux GAFAM.

De nouveaux géants du numérique sont apparus depuis quelques années. On les regroupe sous l'acronyme NATU : Netflix, Airbnb, Tesla et Uber. Le modèle économique différent de celui des GAFAM et des BATX. Il s'agit ici de plateformes. Les plateformes sont payantes. Les utilisateurs sont des consommateurs qui créent la valeur de l'entreprise. Uber par exemple a été créé en 2009, elle vaut 65 milliards de dollars. Elle est une excellente représentation de nouvelles formes de travail que l'on appelle d'ailleurs l'**ubérisation** : des travailleurs indépendants qui fournissent l'instrument de travail (voiture dans ce cas) et payent un pourcentage de leurs revenus à la plateforme pour pouvoir utiliser cette dernière.

Les réseaux sociaux ont une influence de plus en plus grande sur la société. Ils sont de plus en plus utilisés dans le cadre des mobilisations politiques et sociales, en lors des « Printemps arabes de 2011 », les mobilisations des Gilets Jaunes en France entre 2018 et 2019, la crise politique en Bolivie en Octobre-Novembre 2019....

B) Un fonctionnement contesté.

Les GAFAM, d'une certaine façon, menacent la souveraineté des États. En effet, il y a un principe d'exterritorialité. Les GAFAM ont leur siège aux EU et dépendent donc des lois de ce pays. Il est parfois très difficile aux autres pays d'utiliser leur législation pour contrôler ces entreprises.

De plus, certains systèmes numériques comme la messagerie cryptée russe telegram ou le darknet permettent le développement d'activités criminelles.

Les réseaux sociaux permettent également la diffusion de *fake news*. On estime que 10 à 15 % des comptes de twitter sont automatisés pour envoyer de fausses informations.

Plusieurs scandales ont éclaté et concernant l'utilisation des données personnelles des utilisateurs et leur utilisation, parfois à des fins politiques.

On parle de cybermenaces. Certaines déstabilisent le jeu démocratique. On a accusé la Russie d'avoir manipulé l'élection présidentielle aux EU en 2016.

L'utilisation des comptes Facebook aurait permis d'influencer les électeurs britanniques lors du référendum sur le Brexit en 2016.

Ainsi, en mars 2018, éclate le scandale Cambridge Analytica. Il mit en évidence le fait que cette entreprise récupéra illégalement des dizaines de millions de comptes Facebook qui furent utilisés lors de la campagne présidentielle de 2016 aux EU.

En avril 2018, le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg dut s'expliquer devant le Congrès des EU, puis en mai devant le Parlement européen.

Les services de sécurité chinois ont accès aux comptes des citoyens chinois et évaluent « la fiabilité » de ces derniers. La Chine contrôle fortement ses activités numériques (**Voir document 5 page 141**). Le plan « Made in China 2025 » vise à développer considérablement cette activité comme instrument de puissance (**Voir texte 1 page 139**)

Les services de sécurité des EU ont également accès aux données des GAFAM aux EU, et même ailleurs, comme l'a révélé l'ancien agent de la NSA Edward Snowden en 2013.

Les GAFAM pratiquent également « l'optimisation fiscale ». Ils s'installent dans les pays où les impôts sont les plus bas. En Europe, ils s'installent au Luxembourg (Amazon), en Irlande (Apple, Google). Cette « optimisation fiscale » ferait perdre à l'UE 60 milliards d'euros par an.

D'une manière générale, le monde doit affronter une multitude de cybermenaces : attaques contre des États et leurs administrations, des entreprises, des particuliers..., manipulation d'élections. Les attaques peuvent venir d'États, de groupes délinquants... (**Voir document 1 page 140, voir définition de Ransomware dans vocabulaire**)

C) Un essai de régulation. La lutte contre les cybermenaces et la cybercriminalité

(**Voir document 2 page 138 et 4 page 141**) Cette influence grandissante du numérique commence à inquiéter les citoyens. Par exemple, 80% des citoyens des EU estiment que les GAFAM ont trop d'influence dans la vie quotidienne.

Les États commencent à exiger plus d'impôts. Le projet d'augmenter les impôts dans l'UE se heurte toutefois à l'hostilité de certains pays membres comme le Luxembourg, l'Irlande, Malte....En juillet 2021, l'UE a prévu de mettre en place un impôt sur les GAFAM, ces dernières sont taxées deux fois moins que les autres entreprises de l'UE. À la demande des EU, le projet est suspendu pour mettre en place un projet de taxation mondiale qui est accepté par 136 pays. Le 22 décembre 2022 l'UE vient d'adopter un impôt de 15% sur les bénéfices des multinationales, cela concerne bien sûr les géants du numérique. Cette décision s'inscrit dans l'accord mondial défini par l'OCDE

En 2013, l'UE a interdit le transfert des données des utilisateurs européens vers les EU. En 2018, l'UE a fait voter le Règlement sur la Protection Générale des Données qui renforce la protection concernant les données des utilisateurs.

L'UE a le projet de développer des acteurs du numérique européens et éviter ainsi une trop grande dépendance extérieure, notamment des GAFAM.

Le 23 avril 2022, Les États membres de l'UE, la Commission Européenne et le Parlement ont adopté une nouvelle législation qui va permettre de lutter contre les dérives et les excès de l'internet : lutter contre les discours de haine, la diffamation, le harcèlement, les *fake news* et la désinformation. La vente de produits contrefaits (par exemple des jouets de grandes marques contrefaits et dangereux pour les enfants)...Il s'agit du Règlement des services numériques, en anglais le *Digital Services Act (DSA)*. Ce règlement affirme que « ce qui est illégal hors lignes doit être illégal en ligne ».

Les EU invoquent les lois *anti trust* et parlement de démantèlement des géants du numérique. Leur puissance est telle qu'il va être difficile de mener à bien ce projet.

Les choses bougent. Google a dû payer une amende de 950 millions d'euros à la France. MCDONALD'S qui n'est pas un GAFAM a accepté de payer une amende de 1,245 milliards d'euros à la France pour fraude fiscale. L'entreprise avait envoyé de l'argent au Luxembourg et aux Pays Bas pour éviter de payer des impôts qui sont plus élevés en France. C'est l'amende la plus élevée de l'histoire fiscale en France. La France est le 2eme marché de cette entreprise dans le monde et elle a négocié pour éviter un procès qui affecterait son image.

De nombreux pays ont des services de police, de renseignement et des départements de l'armée qui luttent contre ces cybermenaces et la délinquance numérique, la cybercriminalité **(Voir document 3 page 141)**. Les pays coordonnent de plus en plus leur action face notamment à la cybercriminalité **(Voir document 4 page 141)**

Le numérique est devenue une arme entre les mains des militaires, c'est ce que l'on appelle la cyberdéfense.

III) La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la soie »

Le contrôle des voies de communication est traditionnellement un instrument de puissance. Ce fut le cas des voies maritimes. On parle de thalassocratie.

Ainsi Athènes au Vème siècle consolida sa puissance en contrôlant la Mer Égée avec sa flotte de guerre. Les Empires portugais, espagnols et hollandais firent de même à l'époque moderne (XVème-XVIIIème siècles). Le RU construisit sa puissance entre le XVIIIème et le début du XXème à partir d'une domination (une hégémonie) navale. Les EU furent une puissance maritime dès le début du XXème siècle.

Les voies de communication peuvent être terrestres. Ainsi, la route de la soie, entre le IIème siècle av-JC et le XVème siècle, donc entre l'Antiquité et le Moyen-âge. Elle permettait à la Chine de transporter ses produits, notamment la soie, à travers l'Eurasie jusqu'au Proche Orient, la Méditerranée, l'Empire romain, le monde arabe, l'Empire byzantin et le monde médiéval de l'Europe occidentale.

Aujourd'hui, la Chine a le projet de mettre sur pied les « Nouvelles Routes de la Soie » qui combinent des voies terrestres et des voies maritimes.

A) Les origines et les caractéristiques du projet.

Voir cette vidéo : [Vers une nouvelle route de la soie Le dessous des cartes \[Arte \]](#)

www.youtube.com › watch

À partir de 2013, le nouveau président chinois Xi Jinping lance officiellement un immense plan d'investissement de plusieurs centaines de milliards de dollars pour la construction de nouvelles infrastructures destinées à devenir des éléments essentiels de la puissance chinoise. Le projet est présenté comme celui d'une coopération bienveillante par le président chinois. En fait, c'est un projet de puissance. **(Voir texte 2 page 142).**

Les Occidentaux vont donner le nom de « Nouvelles Routes de la Soie » à ce projet. Cela fait référence à la route de la soie de l'Antiquité.

En 2017, les autorités chinoises lui donnent le nom officiel « Initiative de la ceinture et de la route ». En anglais, « **Belt and Road Initiative** » (BRI).

Il s'agit de mettre sur pied un vaste réseau de transport et de communication autour de la Chine et qui doit relier ce pays à l'Asie du Sud-est, l'Asie du Sud, l'Asie Centrale, l'Europe et l'Afrique. **(Voir carte 1 page 142).**

Ce vaste projet s'organise autour de deux axes :

- « **une Route** » : Un axe terrestre composé 1) d'un réseau routier qui traversera l'Asie jusqu'au Pakistan et débouchera sur l'Océan Indien. 2) De réseaux ferroviaires qui

relient en 15 jours la Chine à l'Europe en passant par la Russie. On peut citer en Afrique celui qui au Kenya relie le port de Mombasa à la capitale Nairobi. 3) Un réseau d'oléoducs et de gazoducs qui va jusqu'en Asie Centrale.

- « **Une Ceinture** » : Un axe maritime. La Chine met en place une politique maritime de grande envergure : elle achète le droit d'exploiter des activités portuaires dans des ports : Le Pirée en Grèce, Kumport en Turquie, Gwadar au Pakistan, Colombo au Sri Lanka ... Cela s'inscrit dans ce que l'on appelle la « **Stratégie du Collier de Perles** » construite depuis le début du XXIème siècle : Elle installe des bases navales qui permettent de protéger les routes maritimes des « Nouvelles Routes de la Soie », des centres d'écoute militaires, elle contrôle des activités portuaires (commerciales par exemple)dans l'Océan Indien dans de nombreux pays asiatiques : Pakistan, Birmanie, Ceylan...et africains : Djibouti. Cela permet à la fois de contrôler les routes maritimes qui assurent son ravitaillement en pétrole depuis le Moyen-Orient (notamment depuis le Golfe Persique), d'encercler l'Inde, son rival dans la région, et d'avoir une ouverture en Afrique. Voir carte : <https://major-prepa.com/geopolitique/collier-de-perles-chinois/>

Les investissements représenteraient entre 1000 et 3000 milliards de dollars.

La Chine développe une vaste politique de coopération dans le cadre de cette politique des « Nouvelles Routes de la Soie » : prêts, politique culturelle (Création d'Instituts Confucius).... Cela concerne 86 États, soit 60% de la population et 1/3 du PIB mondial.

B) Les objectifs.

1) Un projet économique.

Les objectifs économiques sont colossaux. La Chine a l'objectif de devenir en 2049 (centenaire de la prise du pouvoir par les Communistes) la première puissance du monde. Ces projets sont des éléments essentiels pour atteindre cet objectif.

Les « Nouvelles Routes de la Soie » vont créer des corridors de développement (**Voir carte 1 page 142 et vocabulaire même page**). La Chine peut garantir ainsi ses approvisionnements en ressources naturelles (ex pétrole et gaz d'Asie Centrale), des débouchés pour sa production industrielle, des investissements (IDE : Investissements directs étrangers) qui rentabilisent sa grande masse de capitaux. Pour gérer les investissements et les prêts, la Chine a créé en 2014, la Banque Asiatique d'Investissements pour les Infrastructures (BAII) qui a pour vocation de concurrencer le FMI et la Banque Mondiale. Elle prépare aussi sa transition d'une économie industrielle vers une économie numérique et de services comme le prévoit le « Plan Chine 2025 ».

Les « Nouvelles Routes de la Soie » ont également des axes de développement numérique (Voir flèches vertes carte 1 page 142)

Les « Nouvelles Routes de la Soie » sont à l'origine des Corridors de Développement (Voir carte 1 et vocabulaire page 142)

Voir carte suivante et texte sous la carte



Les objectifs sont aussi de façon plus globale géopolitiques : assurer la sécurité du pays en consolidant sa puissance.

2) Un projet géopolitique.

La sécurité du pays est l'un des objectifs. La Chine veut intégrer avec ce projet des provinces périphériques (elles sont ainsi sur le trajet des routes et intégrées par conséquent au littoral) comme le Tibet et le Xinjiang. Une grande partie de la population de ces provinces n'est pas chinoise et n'acceptent pas la domination de la Chine. Au Xinjiang par exemple, vivent les Ouïghours, des populations turcophones et musulmanes indépendantes très durement réprimées par les autorités chinoises.

Voir la carte suivante les deux très grandes provinces orientales.

https://chine.in/guide/carte_1109.html

Ces provinces périphériques à l'extrême est du pays permettent de part de leur position géographique également une ouverture sur l'Asie centrale, territoire fondamental sur le trajet des « Nouvelles Routes de la Soie ».

La puissance s'affirme donc sur le plan régional jusqu'en Asie centrale.

Les « Nouvelles Routes de la Soie » consolident également la dimension géopolitique mondiale de la puissance chinoise. Elles profitent du retrait des EU et de la désunion des Européens pour construire un projet qui couvre l'Eurasie et l'Afrique.

Les réactions des pays concernés par ces projets sont très variables. La Russie voit ce projet comme une grande opportunité pour son développement et la consolidation de sa puissance. **(Voir dossier page 144).**

Par contre, la méfiance commence à apparaître chez certains pays qui craignent une dépendance de plus en plus grande. Ainsi, le Sri Lanka qui n'a pu rembourser certains prêts a du céder l'utilisation du port de Colombo. La Malaisie vient de demander une renégociation de ses emprunts pour ne pas tomber dans les mêmes difficultés.

L'Inde, l'autre grande puissance émergente asiatique et le rival de la Chine, est inquiète du renforcement considérable de la puissance chinoise que va impliquer ce projet. Elle développe un projet alternatif : « le Corridor de Croissance Asie-Afrique » **(Voir dossier page 145)**

La puissance ne repose donc pas que sur les aspects militaires. Elle s'articule aussi sur des facteurs indirects parfois anciens et traditionnels comme la dimension linguistique et le contrôle des voies de communication. Mais aussi des aspects plus récents comme le numérique.

Bibliographie :

Beucher S et Ciattoni A., Dictionnaire de Géopolitique, Initial , Hatier, 2021.

Boniface P., La géopolitique. 50 fiches pour comprendre l'actualité, Éditions Eyrolles, 2022.

Descazeaux S., Spécialité, Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, Ellipses, 2019.

Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, 1^{re} Spécialité, Hachette Éducation, 2019.